

It analyses the bitter factional splits that have riven most of the villages — factions aligned either with the patron saint of a village, or instead, with its secondary saint. The elaborate celebrations on saints' days, involving collecting of funds, decorating church and village, buying fireworks, all provide opportunities for intense group participation and make for group cohesion. Alas, they likewise make for intense rivalries between the opposing factions. In recent years the rivalries have spread to political affairs, as well. The author has shown that there is a tendency for the elite in the villages to align themselves with the party of the patron saint and with the conservative element politically. And there is a similar tendency toward an alignment of lower status people with the party of the secondary saint and with the labor party politically.

The cultural focus then that emerges from this study of Malta is a powerful Catholic Church organization, formerly the dominant force in the culture, but now losing some of its influence. The members of the labor party have recently been resisting the power of the church, and through this successful resistance have themselves become a powerful force. Caught in the struggles, the villagers have found it increasingly difficult to maintain a united front to the outside world — there is too much division among them now, arising not only from religious club affiliations, but more and more, from political affiliations as well. However, it is this very division that is maintaining the uneasy balance of the Maltese society, the author points out in his conclusion. For the people who are involved in the conflicts are trying to keep them from becoming more divisive, by maintaining their contacts with the discordant elements. How long will they be able to keep these conflicts under control?

Frada NAROLL  
*Northwestern University*

\*

\*

\*

*La République malgache.* Roger PASCAL, Paris, Berger-Levrault, 1965, 202 pp., ill. 21 F.

Madagascar fait constamment l'objet de publications de valeur fort inégale malgré l'abondance et la richesse des illustrations de certaines d'entre elles.

Parmi les plus récents, les meilleurs et les plus importants par leur contenu, citons un livre qui ne comporte que 11 illustrations dont 3 graphiques et d'austères photographies de moments historiques récemment vécus par la grande Ile. C'est celui de Roger Pascal, "La République malgache Pacifique indépendance".

Comme son titre l'indique, l'ouvrage est d'actualité et manifeste en même temps un grand courage pour traiter d'un sujet aussi délicat, une grande lucidité et un souci délibéré d'éviter toute complaisance. C'est l'œuvre d'un juriste qui est aussi un historien engagé. Il a lui-même vécu les années de

décolonisation qu'il décrit, années de la naissance et des premiers pas de la jeune république et R. Pascal présente les faits avec rigueur et un appareil critique qui font de son travail (thèse de doctorat) une œuvre d'importance et comme l'écrit Flavien Ranaivo, Directeur du Service de l'Information, son ancien condisciple à l'École coloniale de Paris, dans la préface du livre: "Nul doute, cet ouvrage fera parler de lui."

Regrettons, ici, pour n'y plus revenir, certaines erreurs, de date: le débarquement anglais eut lieu en 1942 et non en 1943, de noms: le traité de 1841 fut conclu avec Tsimiaro, roi, non des Antaisaka mais des Antankarana, l'auteur de "Fokonolona..." est G. Gondominas, etc, qui sont toutes gênantes dans un travail d'historien ou de juriste.

Pour R. Pascal "la décolonisation de Madagascar doit se comprendre comme l'évolution des rapports franco-malgaches qui ont conduit de la colonisation à l'indépendance, et se poursuivent encore de nos jours" (p. 12). Il en étudie successivement les causes, les moyens et les effets.

Les causes, d'après leur analyse, remontent aux conditions historiques locales qui avaient rendu Madagascar "colonisable", puis les hésitations de la politique coloniale française tiraillée entre le désir d'assimiler la personnalité malgache et le souci de la respecter. D'autre part, il y avait des nationalismes, toujours vivaces, de formes et d'inspirations fort diverses qui provoquèrent l'échec de la politique d'assimilation. Relevons au passage que les pages sur le colon européen de brousse, sur les administrateurs chefs de circonscription, ont un accent d'authenticité que tous les anciens coloniaux sauront reconnaître malgré la sécheresse des traits: "Il ne pouvait être question d'administrer et de respecter le code du travail mais bien de commander et de prendre ses responsabilités pour obtenir tout avec rien" (p. 32).

Parmi les causes de la décolonisation, l'auteur mentionne à juste titre les anticolonialismes, qui paraissent maintenant bien paradoxaux, de l'Amérique et de la Russie, les nécessités internes et externes: "Il fallait que cessent les caprices des sujets mécontents et que naissent des citoyens responsables" (p. 50) et d'autre part, les conditions étaient devenues telles que "si la décolonisation n'était pas intervenue, la métropole aurait eu à supposer des charges vite intolérables" (p. 51). Tout cela est fort pertinent.

En juriste, Roger Pascal ouvre son titre II. "Les moyens" par une chronologie de textes législatifs ou réglementaires qui ont jalonné le processus de décolonisation censé commencer, car il faut bien un terminus *ad quem*, au 28 août 1941 avec la charte de l'Atlantique, bien que la France n'y fût pas partie, et interrompu et non terminé, avec la loi du 27 décembre 1962, portant la troisième modification à la constitution de 1959 de la République Malgache. Ces moyens furent les différentes formules juridiques qui réhabituaient les Malgaches à l'usage d'une certaine démocratie et à l'exercice des pouvoirs, en particulier la loi Defferre ou "loi-cadre" du 23 juin 1956, puis le vote positif au référendum français du 28 septembre 1958. Un chapitre important inventorie "l'héritage français" consistant en partis politiques dont seuls subsistent réel-

lement maintenant le PSD (Parti social démocrate) qui est actuellement du pouvoir et l'AKFM, (Parti du Congrès de l'Indépendance), la fonction publique qui fut malgachisée très progressivement, puis la dévolution amiable du domaine public et de toutes les réalisations étatiques françaises faites, pour les plus récentes, à l'aide du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES), relayé depuis par le FAC, Fonds d'aide et de coopération. A ce propos, l'A. prend résolument parti pour les accords bilatéraux: "Entre Madagascar et la France, il y a dans une certaine mesure "échanges". Des biens et des services sont échangés contre le culte de souvenirs communs, contre une certaine influence (...) Au nom de la dignité, on exige l'aide internationale, mais cette dernière ne pouvant rien demander en contre-partie fera des pays sous-développés des assistés totaux, leur dignité n'y gagnera rien" (p. 96). Et cet argument est de poids.

R. Pascal envisage ensuite les effets principaux de la décolonisation qui résultent de la liberté du choix face aux responsabilités nouvelles. Ces effets portant principalement sur la nationalité des habitants de Madagascar et des Iles proches, dont Ste Marie de Madagascar qui posait un problème très délicat, sur l'appareil juridique de l'administration, enfin, les options de politique extérieure quant à l'armée, les alliances internationales et les solidarités assumées conjointement avec les anciens ou les nouveaux états. Pour la refonte du droit, il convient de se référer à un autre ouvrage récent publié par le Ministère de la justice, mais nous pouvons dire ici que la réforme fut faite dans le sens d'une sévérité accrue quant au droit pénal, de certains tatonnements pour le droit public et d'une volonté de progrès et d'unification des diverses coutumes de l'île pour le droit privé car: "le gouvernement malgache a pris pleinement conscience que le droit est un moyen pour provoquer et hâter la révolution d'un peuple" (p. 112).

Dans ses choix économiques, l'Etat malgache devait tenir compte d'un "tableau assez peu réjouissant de l'économie malgache à qui font, tout à la fois, défaut les matières premières, les capitaux, les entrepreneurs et les acheteurs" (p. 115). La solution acceptée est actuellement celle proposée par "le nouveau capitalisme de France", qui, affirme l'auteur, mais nous n'en sommes pas si sûr "n'est pas celui de l'époque coloniale, il a conscience d'accomplir un service"! (p. 129). "Le problème à Madagascar, pour le moment, ne consiste donc pas tant à accroître la production pour la vendre à l'extérieur ( à part les plantes industrielles, sucre, sisal, etc.) qu'à provoquer une révolution technique pour Madagascar, considéré à la fois comme producteur et comme consommateur" (p. 131). Et l'A. ose même affirmer "pour obtenir cette mutation, il faut que le Malgache soit désespéré" (p. 132) et il ne cache pas son souhait de voir l'annihilation de l'opposition, à laquelle il adresse de graves griefs, au profit du parti gouvernemental auquel "reviendrait alors le rôle ingrat de provoquer la révolution économique qui exigera de la sueur et des larmes" (p. 113). Dans ce désir de voir instaurer un parti unique tout puissant, nous voyons une contradiction avec un trait de la mentalité malgache, relevé p. 72-79 à propos de la description des partis, que l'unanimité doit toujours tenir compte de la contradiction et être obtenue par des conces-

sions réciproques. Et le jugement porté contre l'AKFM dans la conclusion (p. 159) manque par trop de sérénité pour être accepté sans discussion. Preuve en soit l'affirmation que nous a faite, devant Richard Andriamanjato, chef de l'opposition, le Président Tsiranana lui-même, le 21 juin 1965, que tant qu'il serait là, il y aurait la possibilité d'un parti d'opposition. C'est la sagesse de ce grand Président qui est la chance principale de la jeune république.

Cet ouvrage, œuvre d'un homme engagé, est donc un livre important pour connaître la république malgache et sa lecture est indispensable pour comprendre le déroulement d'une expérience unique de décolonisation qui, par suite de la qualité des hommes qui l'ont faite ou qui la vivent, est exemplaire à bien des titres. Notre désaccord avec l'auteur sur l'opportunité d'instaurer un parti unique, dans ce pays de la discussion courtoise, n'enlève rien de la valeur du livre que complètent vingt pages d'annexes fournissant des textes bien choisis pour en illustrer les principales thèses.

Louis MOLET  
*Université de Montréal*

---